

Passer à l'action avant que ne soit conclu un accord remettant en cause notre modèle social

Le 29 septembre, sur les antennes de la RTBF Radio, Anne Demelenne, secrétaire générale de la FGTB, déclarait : «N'oublions pas que les discussions à l'heure actuelle, au niveau institutionnel, c'est un prétexte pour pratiquer de l'austérité. On est en train tout doucement de casser l'outil de la sécurité sociale».

Au mois d'août, quand les «partenaires sociaux» avaient été reçus par Elio Di Rupo, alors préformateur, Anne Demelenne avait indiqué après la rencontre que «les 15 milliards d'euros de compétences que les négociateurs se disent prêts à

régionaliser (soins de santé, allocations familiales ...) ne doivent pas être considérés à ce stade comme étant 'acceptés' par la FGTB» (Belga, 20/8/2010).

Au mois d'octobre, *Echo FGTB* (revue des services d'étude la FGTB) écrivait à propos de la régionalisation de l'impôt (actuellement en discussion, tout comme la «responsabilisation» des régions) : «le véritable enjeu, c'est bel et bien l'avenir de notre modèle social». C'est d'autant plus évident que la sécurité sociale est maintenant financée à hauteur de 35% par la fiscalité.

Oui, les négociations «communautaires » actuelles sont un « prétexte pour pratiquer l'austérité » que veut imposer partout l'Union européenne. La hauteur de cette austérité est déjà chiffrée : au moins 22 milliards d'euros d'ici 2015, soit une diminution du niveau de vie moyen par habitant de 2.200 euros par an.

La FGTB a pris position pour la défense de l'unité des conquêtes sociales fédérales (sécurité sociale, droit du travail, conventions collectives) et de la fiscalité. CSC et Mutuelles ont embrayé dans la même voie. La FGTB a affirmé, à juste titre, que ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise.

Mais nous sommes arrivés à un stade où avoir de bonnes positions n'est plus suffisant. Les négociations pour un gouvernement fédéral (mais surtout pour une «réforme de l'Etat») sont maintenant relancées avec une nouvelle méthode où il sera fait appel à des «experts» pour donner un vernis «scientifique» à un accord.

Jusqu'à présent, on a entendu dire que tant qu'il n'y a pas d'accord sur tout, il n'y a d'accord sur rien (par exemple, les mesures contre la sécurité sociale). Mais s'il y a un accord, on peut être certain que l'on nous dira que si on y change une virgule, on remet tout l'équilibre en cause.

C'est pourquoi il faut agir maintenant parce qu'il est plus facile de barrer la voie aux mesures antisociales avant

qu'elle ne soient coulées dans le béton d'un accord qu'il sera bien plus difficile de casser.

Les travailleurs sont prêts à passer à l'action pour faire entendre leur volonté de manière unie. La multiplication des conflits depuis le mois de septembre le prouve.

Comme le dit la motion adoptée par le dernier Congrès fédéral de la FGTB (juin 2010) :

« La Sécurité sociale, les conventions collectives, le droit du travail appartiennent aux travailleurs et à eux seuls. Les organisations syndicales, et elles seules, ont mandat d'en assurer la gestion et d'en garantir la continuité.

Aucun parti n'a mandat des travailleurs pour ouvrir une quelconque négociation sur ces matières.

*En conséquence, tous les responsables politiques doivent savoir que **TOUT CE QUI METTRAIT EN DANGER CES CONQUETES SOCIALES ENTRAÎNERAIT IMMEDIATEMENT UNE RIPOSTE SYNDICALE MASSIVE.** »*

Tout indique que le danger est là, à nos portes. Il vaut mieux prévenir que guérir. Il faut agir maintenant. Conformément aux décisions du congrès du mois de juin, c'est le droit et le devoir de la direction de la FGTB d'appeler, au plus vite, à une mobilisation de masse : une grève générale ou une grande manifestation pour dire avec force :

- ❑ Nous ne payerons pas la crise.**
- ❑ Refus de toute mesure d'austérité contre les travailleurs, les allocataires sociaux, les services publics**
- ❑ Défense du caractère fédéral des conquêtes sociales et de la fiscalité**